

Insertion des jeunes / Présidence du comité d'organisation du projet " Un jeune=un métier "

# Nicole Asselé passe le flambeau à Eloi Nzondo

F.B.E.M  
Libreville/Gabon

**PRÉCÉDEMMENT** présidente du comité d'organisation du projet "1 Jeune=1 métier", concomitamment avec ses fonctions antérieures de ministre délégué à la Formation professionnelle, Nicole Asselé a passé, hier, le témoin à son successeur Eloi Nzondo en sa qualité de ministre du Travail et de l'Emploi, de la Formation technique et professionnelle, et de l'Insertion des jeunes.

C'était au cours d'une cérémonie sobre, qui a eu pour cadre le secrétariat permanent du Comité, situé dans l'enceinte du Centre de formation et de perfectionnement professionnels Basile Ondimba, à Oloumi. La présence des représentants des entreprises parte-



Photo : F.B.E.M

Les ministres Nicole Asselé et Eloi Nzondo (d), faisant le tour du propriétaire.

naires du projet était fort remarquée. Après avoir présenté les locaux au président entrant, Nicole Asselé, désormais ministre de la Jeunesse et des Sports, a dressé l'historique de ce projet "né dans la douleur", et "beau aujourd'hui, tel un nouveau-né". Non sans rappeler son souhait de voir ce projet

évoluer encore plus. « Nous avons quand même relevé un défi de faire de ce projet-pilote un programme qui va dans le sens de l'égalité des chances prônée par le président de la République. Nous le savons, nous sommes dans le septennat de la jeunesse, de l'éducation, de la formation professionnelle. Aussi, te-



Photo : F.B.E.M

La cérémonie de passage de témoin s'est déroulée en présence des partenaires du projet " Un jeune=un métier ".

nous-nous, au département de la Jeunesse que je représente ici, à ce que ce programme continue et évolue», a-t-elle souligné. Un souhait partagé par le nouveau président du comité d'organisation du projet "un Jeune=un métier". En effet, le ministre Eloi Nzondo, qui a vanté la mise en place de cette « ini-

tiative louable pour la jeunesse gabonaise», a félicité son prédécesseur pour le travail accompli, avant d'assurer les uns et les autres qu'il fera de son mieux pour que "ce bébé" soit toujours bien entretenu. « Je m'emploierai à tout mettre en œuvre pour que le projet se mue non seulement en programme, mais aussi,

s'étende à d'autres provinces, conformément aux très hautes instructions du président Ali Bongo Ondimba. J'invite d'ores et déjà les membres de l'équipe-projet à s'impliquer davantage dans le suivi au quotidien des enseignants et des apprenants, afin de limiter les déperditions enregistrées lors de la première phase.»

Pour rappel, le projet "un jeune=un métier" entend offrir des formations qualifiantes en trois mois, dans divers domaines, à des Gabonais âgés de 16 à 35 ans. Il a enregistré près de 3 000 participants pour sa première phase, dès avril dernier, quoique 1 700 participants seulement sont allés au bout de leur formation. La deuxième phase, qui a débuté le 12 septembre dernier, compte près de 2 000 candidats enregistrés.

## Syndicat/Rentrée scolaire

# La " Dynamique unitaire " pose ses conditions

F.S.L.  
Libreville/Gabon

**Au lendemain de la libération de son président, Jean-Rémy Yama, les membres de cette coalition ont esquissé, hier matin, face aux médias, des pistes de solution aux crises multifformes qui secouent notre pays à l'heure actuelle. Tout en s'inscrivant en faux contre une reprise des cours, dans ces conditions, le 31 octobre prochain.**

**MIS** en liberté provisoire le 6 octobre dernier, après trois mois de détention pour les "délits d'attroupement non armé ayant troublé l'ordre et la tranquillité publics" (selon le juge d'instruction), Jean-Rémy Yama, président de la Dynamique unitaire et coordonnateur des Témoins



Photo : J.F.M

Jean-Rémy Yama au cours de la rencontre.

actifs, a convié la presse nationale, hier matin, à un petit-déjeuner, pour non seulement exprimer sa gratitude à ceux qui lui ont manifesté leur soutien durant son incarcération, mais aussi en profiter pour esquisser quelques pistes de solution aux crises multifformes qui secouent notre pays à l'heure actuelle. La rentrée scolaire 2016-2017, la confusion entre

l'action syndicale et les opinions politiques des acteurs de la société civile, l'arrestation des leaders syndicaux et les événements post-électorales ont constitué, entre autres, le menu de cette rencontre. Le moins que l'on puisse dire, c'est que Jean-Rémy saisissait ainsi l'occasion de cette tribune pour tirer au clair, de manière définitive, la méprise entretenue actuellement, selon



Photo : J.F.M

Une vue des adhérents de la " Dynamique unitaire ".

lui, entre activité syndicale et action politique. « Une structure syndicale fonde ses objectifs sur la notion de cahier de charges et de base de négociation avec l'employeur. Par contre, l'association politique ambitionne de prendre le pouvoir(...). Des mouvements syndicaux peuvent recevoir le soutien de partis politiques ou alors prendre position sur des débats de

société, mais cela ne fait pas pour autant de ses membres des leaders politiques», s'est-il exprimé. Tout en relevant les bonnes conditions dans lesquelles il était détenu, le président de la Dynamique unitaire et ses membres ont appelé, hier, à la libération des leaders syndicaux Roger Ondo Abessolo, Cyril Mba Essiane et Dr Sylvie Nkogwe Mbot. « C'est pourquoi,

nous n'admettons pas que les cours reprennent dans les établissements scolaires, les universités et grandes écoles tant que nos camarades n'auront pas été libérés», a-t-il indiqué.

Parmi les autres griefs invoqués, et qui pourront tout aussi perturber le retour à l'école, figurent le non-paiement de la Prime d'incitation à la performance (PIP) du deuxième trimestre 2015, les omissions de la Prime d'incitation à la fonction enseignante (Pife) de 2015, la rétention des bons de caisse des enseignants de mars à août 2015, la non-organisation du concours professionnel d'entrée à l'École normale supérieure (ENS), pourtant prévu les 24 et 25 juin dernier et reporté sine die.

## Insalubrité

# Résurgence des foyers d'ordures à Libreville

SNN  
Libreville/Gabon

**Aujourd'hui, dans la plupart des quartiers de la capitale on ne peut plus faire un pas sans voir un foyer d'immondices. « Les causes sont entièrement externes à Averda », indique un communiqué de cette entreprise.**

**ON** pensait lointain le mauvais souvenir des ordures à Libreville. Mais, depuis quelques semaines, la société Averda – qui a repris le flambeau de Clean Africa, née elle sur les cendres de la Société de valorisation des ordures au

Gabon (Sovog) – semble éprouver quelques difficultés à remplir convenablement sa mission de collecte d'ordures à Libreville et ses environs.

Hier, dans un communiqué publié dans les réseaux sociaux, la hiérarchie de cette entreprise, tout en s'excusant auprès de la population suite à cette situation, informe que « les causes à l'origine sont totalement externes à Averda.»

En effet, selon le directeur administratif, Joseph Minko Olenga, « la situation des ordures que connaît Libreville au sortir des événements postélectorales est essentiellement liée au fait que nous avons eu de grosses pertes en termes de



Photo : SNN

Les déchets ménagers traînant au sol au PK8. Photo de droite : Le directeur administratif d'Averda, Joseph Minko Olenga.

bacs à ordures. Nous avons perdu à peu près 609 bacs. Et nous n'avons pas jugé utile de renouveler le parc des bacs brûlés et vandalisés pendant les émeutes,

pour la simple raison qu'il fallait attendre que la situation se calme réellement, pour pouvoir redéployer les bacs dont nous disposons. Il va de soi qu'il est beaucoup



Photo : SNN

plus difficile de collecter les ordures à même le sol que dans un bac. Mais nous observons un retour à la normale depuis quelques jours, puisque nous avons repris le

redéploiement des bacs sur les sites où il n'y en avait plus, pour des raisons sus-évoquées.»

Avant d'ajouter : « concernant les salaires, le retard observé dans le paiement est une première en près de deux ans d'activités. Cette situation est aussi liée aux événements postélectorales car, à cause de cela, nous n'avons pas pu nous mettre à temps en connexion avec les agences où sont banca-risés nos agents. D'où ce décalage. Mais depuis plusieurs jours, cette situation est revenue à la normale.»

Tant mieux ! Car aujourd'hui, le souhait des Librevillois est de voir cette situation ne pas perdurer.